

et les ont fait imprimer et distribuer aux émigrants qui traversaient le continent, et dont plusieurs, au lieu de s'établir au Manitoba, sont allés coloniser le nord et le sud du Dakota et autres parties de l'ouest américain. S'il est antipatriotique, de notre part, de parler ainsi de notre pays, n'était-ce pas également antipatriotique de la part de l'ancien chef du gouvernement de parcourir le pays en 1877-78, et en faisant des déclarations du même genre alors qu'elles n'étaient pas aussi utiles qu'aujourd'hui ? Il disait au peuple dans des assemblées publiques et dans cette chambre que le pays s'en allait à la ruine, et que des milliers de nos compatriotes émigraient aux Etats-Unis. Je n'exagère pas, et pour montrer que si le parti libéral peut être accusé de déloyauté et de manque de patriotisme, la même accusation peut être portée contre le parti conservateur, je vais citer quelques extraits de discours prononcés pendant cette période par sir John-A. Macdonald.

M. DAVIN: Non.

M. MACDONALD (Huron): L'honorable député ne veut pas que je le lise parce qu'ils ne seront pas de son goût. Sir John-A. Macdonald prononça le 7 juillet 1877, à Montréal, un discours sur lequel j'appelle l'attention du ministre des finances. Je ne suppose pas qu'il y ait un seul membre de la droite plus disposé que le ministre des finances à faire remarquer que nous décrivions notre pays, que nous le déprécions, que nous disions à l'univers que nos compatriotes émigrent, et je lui demanderai d'écouter ce qu'a si souvent dit son ancien chef. Dans ce discours, tel que rapporté par le *Mail*, qui était à cette époque un bon journal conservateur, sir John Macdonald dit :

Notre crédit était bon en Angleterre, aux Etats-Unis et dans tout l'univers, mais, messieurs, que voyons-nous maintenant ? La confiance a fait place à la défiance. A la place de la solvabilité, prenez les gazettes officielles, et vous y verrez tous les samedis une liste de faillites.

Je ferai observer que pendant les six derniers mois il y a eu au Canada mille faillites de plus que pendant les six premiers mois de l'année précédente. Il ajouta :

Regardez autour de vous, et vous verrez les ouvriers aux mains calleuses demander le droit de travailler. Ils sont maintenant des mendians. Ils ne demandent pas qu'on leur mette des cuillers d'argent à la bouche, mais ils veulent un salaire raisonnable pour une journée raisonnable de travail.

Les pauvres Canadiens étaient à cette époque des mendians. Quel magnifique discours cela aurait été à envoyer en Allemagne et en Angleterre pour attirer ici des immigrants !

Il dit encore :

Mais que voyons-nous ? Nous les voyons prendre la route des Etats-Unis. Nous voyons les artisans d'expérience, les vigoureux jeunes gens et les jeunes femmes actives du Bas-Canada se diriger vers Lowell, le New-Hampshire, le Maine, le Connecticut, où ils vont accroître la richesse, la puissance et la force d'une nation étrangère, pendant qu'ils dépeuplent notre pauvre Canada.

De grosses larmes tombèrent sans doute des yeux du vieillard lorsqu'il prononça les mots "pauvre Canada." Voilà quel était le patriotisme du grand homme qui, je le regrette, nous a quittés dernièrement ; voilà quels étaient le patriotisme et la loyauté de celui qui a fondé et dirigé pendant quarante ans le parti conservateur. Agissait-il en homme déloyal ? Et était-il le seul homme déloyal de son parti ? Je ne le crois pas. Il y eut un autre grand homme, qui occupa la position de ministre des finances pendant plusieurs années, et de qui on

M. MACDONALD (Huron).

attendait de grandes choses, sir Leonard Tilley, et l'on ne supposerait guère qu'il fut, lui aussi, assez peu patriote pour décrier son pays comme il l'a fait. On dit que l'histoire se répète, et après avoir lu un extrait du discours de ce monsieur, je vais montrer comment elle se répète. Dans son exposé financier du 14 mars 1879, faisant allusion à ce qu'il avait dit dans son exposé financier de 1873, sir Leonard Tilley tint le langage suivant :

Je pouvais avec orgueil et satisfaction parler de l'accroissement du capital de nos banques et des dividendes élevés qu'elles payaient ; tandis qu'aujourd'hui je regrette d'avoir à le constater, les actions de ces banques ont diminué de valeur et les dividendes sont minimes. A cette époque je pouvais parler de la prospérité générale du pays. Aujourd'hui, tout le monde l'admettra, les choses ont bien changé.

A cette époque je pouvais montrer l'industrie agricole dans la prospérité, avec un bon marché chez nous et commandant des prix satisfaisants à l'étranger. Aujourd'hui son marché est appauvri, les prix sont bas, et l'étranger est loin d'offrir les mêmes avantages.

A cette époque tout souriait ; la prospérité régnait partout. Aujourd'hui, le ciel est sombre ; mais derrière le nuage se trouve encore le soleil, et j'espère en voir les rayons bienfaisants tomber sur notre pays ; et j'espère que l'ère actuelle fera place à des jours de prospérité et de bonheur.

Si cela était vrai en 1879, combien c'est vrai maintenant, après notre expérience des dix dernières années ? Ces paroles sont plus vraies et plus justes aujourd'hui, en présence de ce tableau. Maintenant, valeurs dépréciées ; 1879, plus grande prospérité. Maintenant, état languissant de l'agriculture ; alors un marché indigène satisfaisant. Ce qu'il offrait c'était la grande politique nationale, qui n'a fait aucun bien au peuple. Ce que nous offrons vaut mieux ; ce sont des relations commerciales plus étendues avec le plus grand marché du monde. Avant longtemps le parti libéral va changer de sièges dans cette chambre avec ceux qui siègent présentement à droite, parce que le peuple commence à voir les avantages qu'il offre, et il va donner le pouvoir au parti qu'il sait être capable d'effectuer sur une base équitable, avec le grand pays voisin des arrangements qui mettront à notre disposition des marchés plus grands et plus avantageux.

L'honorable député d'Albert (M. Weldon) nous a dit l'autre soir que, si nos compatriotes quittent le pays, c'est à cause de leurs goûts nomades. Ils sont nés comme cela, a-t-il ajouté ; ils sont nés dans l'est, et ils faut qu'ils se dirigent vers l'ouest. Ne sommes-nous pas aujourd'hui ce que nous étions il y a dix ans ? Si cet argument est bon aujourd'hui, n'était-il pas également bon il y a dix ans, lorsque sir John Macdonald imputait l'émigration à ce qu'il appelait l'administration insensée de mon honorable ami le député d'York-est (M. Mackenzie). Mais les choses ont changé depuis, et les membres de la droite nous disent que l'émigration doit être attribuée à notre caractère particulier ; ils nous disent qu'il est naturel aux blancs de se diriger vers l'ouest, et qu'ils suivent l'avis d'Horace Greeley, quand il disait : "Jeune homme, allez dans l'ouest." Il me semble qu'une forte partie de notre population suit cet avis. Mais l'honorable député d'Albert (M. Weldon) prétend que si nos compatriotes se dirigent vers l'ouest, ils se rendent au Manitoba, dans le Nord-Ouest Canadien et dans la Colombie Anglaise.

En est-il ainsi ? Est-ce que tous nos compatriotes vont dans l'extrême ouest ; s'établissent-ils au Manitoba, dans les territoires du Nord-Ouest et dans la Colombie Anglaise ? Mais, M. l'Orateur, il n'y a